



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Naufrage en Grèce : les morts sont en mer mais les assassins sont à la tête des États européens

Une semaine après le naufrage en Méditerranée d'un navire transportant plus de 600 migrants, la vraie débauche de moyens humains et matériels pour aller à la rescousse d'une poignée de riches, dont des hommes d'affaires en mal d'aventures à 250 000 euros la place, dans le sous-marin Titan, apparaît comme totalement indécent. Lorsqu'il s'agit de milliardaires, la société capitaliste a des moyens ! Mais pas pour les milliers de travailleurs et travailleuses morts depuis des années en Méditerranée en fuyant la guerre et la misère, à cause du refus des gouvernements européens d'ouvrir les frontières. Aujourd'hui, l'agence européenne Frontex, chargée de la surveillance des frontières, accuse la Grèce de porter la responsabilité de la catastrophe. Une dénonciation cynique, car c'est la politique de l'Union européenne que la Grèce applique, comme tous les pays frontaliers de l'espace Schengen.

Les meurtriers dirigent l'UE

Ce sont les gouvernements européens qui rendent les routes de plus en plus dangereuses, surveillées, impraticables pour les exilés. Frontex met tous les moyens en œuvre pour les repousser loin des eaux territoriales de l'Europe et refuser de les secourir en mer. Y compris en pactisant avec les régimes despotiques les plus divers. C'est ainsi que Giorgia Meloni, cheffe du gouvernement d'extrême droite italien, a rendu visite en juin à Kaïs Saïed, président-dictateur en Tunisie et au maréchal Haftar, un des seigneurs de la guerre en Libye, pour négocier le prix de la sous-traitance des camps d'internement pour les réfugiés en Libye.

Nous sommes tous et toutes des immigrés

Celles et ceux qui sont morts en tentant de passer en Europe, poussés par la guerre, la misère, les catastrophes écologiques et l'espoir d'un avenir meilleur sont nos frères et sœurs. Qui d'entre nous ne connaît pas un aïeul, un collègue, un parent, un proche, qui a rompu tous ses liens avec son pays, sa ville ou son village, en quête d'un avenir meilleur, sous la menace de la guerre, de la faim, des persécutions ? C'était hier, ou c'était avant-hier. Nous sommes tous et toutes des immigrés ou des enfants d'immigrés. Accueillir toutes les personnes qui le demandent, ouvrir les frontières, c'est un droit humain et devrait aller de soi !

Oui, nous pourrions « accueillir toute la misère du monde » !

Le seul budget annuel de Frontex atteindra 845 millions en 2023 ! Dans le même temps, les budgets militaires explosent et atteignent plusieurs centaines de milliards dans toute l'Europe, autre conséquence meurtrière des frontières et de la concurrence

acharnée entre grands capitalistes. Et il n'y aurait pas de quoi développer des infrastructures d'accueil décentes, des services utiles à tous ? Cet argent-là n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan des profits qu'il sert à protéger : en France, les seuls actionnaires des entreprises du CAC 40 ont encaissé 68 milliards de dividendes l'an dernier ! Que dire de l'immensité du gâchis et de la misère que ce système répand ? Un système absurde qui, pour se maintenir, doit découper des frontières entre les peuples alors qu'ils produisent et consomment en commun des marchandises qui circulent déjà librement.

Mettre fin à ce monde de misère !

Macron, Darmanin et tous les autres veulent nous faire voir dans tout réfugié une bouche à nourrir ? Mais ils disent la même chose de nos anciens pour nous faire travailler deux années de plus ! C'est la même logique. Pas de frontières entre les démagogues xénophobes qui gouvernent ou qui postulent à gouverner ce système. Jusqu'à la gauche institutionnelle, dont la plupart des dirigeants sont restés silencieux lors de l'opération de déportation menée à Mayotte le mois dernier.

Exiger la liberté de circulation n'est pas simplement lutter pour un droit humain, c'est un devoir politique : les frontières tuent en mer, elles nous divisent ici même. Face au torrent de xénophobie déversé par en haut, il est d'autant plus impératif de nous rendre audibles et offensifs. Dans nos lieux de travail ou d'études, nous devons le rappeler haut et fort : nous sommes pour l'ouverture des frontières, car nous ne voulons pas nous laisser diviser entre travailleurs et travailleuses. C'est pourquoi nous rejoindrons tous les rassemblements qui auront lieu dans les semaines à venir pour dénoncer ces politiques criminelles.

Toujours plus

Le service des transports internes de patients dans l'hôpital a été réduit. Chaque service doit maintenant assurer le transport des patients pour les « courses de proximité »... À nous donc de trimballer les patients d'un bâtiment à l'autre. En plus de faire tourner les services ! Brancarder est un métier, avec une formation. Aucune raison que le personnel du service assume cette tâche en plus, juste parce que la direction ne veut pas embaucher.

Organiser la pénurie

Dans certains services, avant même que les plannings soient mis en place, les cadres demandent de s'inscrire sur des tableaux d'heures supplémentaires. Alors qu'on a même pas le planning pour septembre, il faudrait déjà s'inscrire sur telle ou telle garde en heures supp ! Exemple dans un service : pour le mois d'août on avait 4 matin ou gardes à remplir en heures supp, et pour septembre ça explose : 19 !

On gère pas un service avec des heures supplémentaires.

Plan canicule la direction... il nous a mis la fièvre !

On a reçu lundi le « plan canicule » de la direction pour cet été. Festival de l'hypocrisie : on y apprend qu'il va falloir :

- « Reporter le travail entraînant des efforts physiques importants aux heures les plus fraîches de la journée »... On fait comment ?! C'est bien la preuve que la direction n'en a rien à faire de ce qui se passe dans les services.
- « Maintenir les locaux à l'abri de la chaleur »... alors que la direction nous dit faire des économies sur la clim ! Et qu'on en a même pas dans plein de services.
- « Boire régulièrement même si vous ne ressentez pas la soif »... Merci on y aurait pas pensé. Faudrait déjà qu'ils respectent nos temps de pause.
- « Favoriser les douches pour les patients » : faudrait déjà qu'il y ait des douches dans toutes les chambres et du personnel pour les faire !

On ressent peut-être pas la soif, mais on ressent la colère !

Le compte n'y est pas

On dénonçait dans le dernier bulletin l'annonce du gouvernement sur nos salaires : augmentation de 1,5 %... c'est-à-dire 25 euros !!! Même pas de quoi régler l'augmentation de la facture d'électricité. Le gouvernement veut nous acheter avec une prime versée en fin d'année, mais ce qu'il faut c'est du SALAIRE.

Des grèves pour des augmentations de salaire se multiplient en France : la voie à suivre plus que jamais !

À Bordeaux, grève pour les salaires, 300 euros !

Depuis lundi, nos collègues de la Polyclinique de Bordeaux Nord sont en grève pour exiger 300 euros d'augmentation. Ils refusent de s'en tenir à la « prime de partage de valeur » de 800 euros concédée par la direction.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Pour l'informer ou prendre contact avec ses militants → etincelle.aphp@gmail.com

Pour lire le reste de nos publications → nouveaupartianticapitaliste.fr

   @npanouveaupartianticapitaliste

Et face aux assignations, elles ne se laissent pas faire : pas question de faciliter le travail de la direction.

Face à l'inflation, ce qu'il faut c'est de vraies augmentations de salaire. Un exemple à suivre !

Non à la fermeture de Beaujon et Bichat !

Dans le procès qui oppose l'AP-HP à des syndicats et des associations, concernant le futur hôpital qui doit remplacer l'hôpital Beaujon et l'hôpital Bichat, le jugement n'a pas encore eu lieu mais le rapporteur public a conclu que : « *l'annulation totale pour défaut d'utilité publique compte tenu notamment de l'insuffisante offre de soins par rapport à l'existant et aux besoins* » devait être prononcée. Ce que les syndicats indiquent de puis des années : la fusion des 2 hôpitaux Beaujon et Bichat, c'est 400 lits en moins.

Arrêts de travail : c'est le capitalisme qui rend malade

Bruno Le Maire et les éditorialistes bourgeois sont unanimes : à les écouter, on abuserait des arrêts de travail pour se prendre du bon temps ! Derrière une attaque contre les médecins jugés trop « complaisants », c'est bien sûr les travailleurs qui sont visés. Mais s'il y a de l'abus, c'est dans l'exploitation qu'on subit tous les jours au travail et qui nous casse la santé. Et les 2 ans de plus à travailler avant la retraite ne vont rien arranger !

Hors d'Ukraine les troupes de Poutine... et de son ami Prigojine

C'est le chaos en Russie ! Un milliardaire, chef des milices Wagner, se retourne contre son ami Poutine. Cet ancien voyou, proxénète, capitaliste de la restauration, des médias puis de la guerre, a été aussi ami de Chirac et de Bush junior. Il ne critique pas l'agression de Poutine contre l'Ukraine, au contraire, il y a participé et critique juste ses succès. Que va faire Poutine ? Serrer encore la vis ? Pas contre Prigojine mais contre celles et ceux qui dans les classes populaires ne veulent pas de cette guerre. Malgré la dure répression, c'est de là que peut surgir la vraie rébellion – qui est le cauchemar de Poutine, et notre espoir !

Samedi dernier, la « marche des fiertés » à Paris

Alors que les violences homophobes et transphobes sont en hausse en Europe depuis 10 ans et que les idées d'extrême droite gagnent du terrain, les Prides de ce mois de juin étaient plus que jamais les bienvenues. Le NPA y était pour manifester pour les droits des personnes LGBTI. Sans laisser de faux progressistes instrumentaliser cette lutte : ce gouvernement qui casse nos droits et nos conditions matérielles d'existence ainsi que les grandes marques capitalistes opportunément repeintes en arc-en-ciel pour l'occasion. Un des slogans de la manif : « Notre fierté c'est de lutter ! »